

# L'Education nationale dispositif d'un ethnocide en Guyane ?

Retirer le plus tôt possible les enfants à leurs familles, les éloigner le plus longtemps possible de leurs villages, expliquer que sans emploi salarié il n'y a pas d'existence, que l'on n'est rien sans un diplôme, fût-il d'aucune utilité, telle est la première étape de l'enseignement sur le fleuve Maroni.

Que des parents puissent faire vivre leurs familles en dehors des subsides de l'état, ou que ce soit en échange de piètres allocations ou de maigres rémunérations pour des activités qui n'en sont pas ou qui n'ont pas lieu d'être, l'important n'est pas là. Il s'agit de démontrer qu'en dehors du travail salarié, même s'il est inutile, il n'est pas possible de vivre de façon civilisée.

Ce qu'il faut désormais enclencher, de façon irréversible et à marche forcée car cela n'a que trop duré, c'est l'assimilation, donc la disparition de ces populations qui échappent, qui s'échappent.

Ces populations qui échappent en partie par leur langue, par leur mode de vie, au système conduisant à la totale dépendance par la consommation mais surtout par l'asservissement, doivent être mises au pas et rapidement.

Il y a trop de temps que les écoles fonctionnant tout au long du fleuve Maroni ne produisent pas suffisamment de main d'œuvre docile, de sujets serviles.

Cette vaste opération s'accélère car il est urgent de reconquérir cette partie du territoire qui échappe à la mainmise de la mère patrie.

Les résultats sont là, évaluation après évaluation : 2% en moyenne de la population scolaire du Maroni ont les fameux « acquis » scolaires en CE2. La multiplication des évaluations de la maternelle au CM2 n'y a rien changé.

Les résultats sont d'une désarmante régularité, mais ils permettent de justifier des mesures qui n'osent dire leur nom : disparition des cultures minoritaires et de leur mode de transmission des savoirs.

Les constats, les résultats n'ont rien de nouveau, pourquoi alors cet empressement soudain ?

Un souci de rétablir la trop galvaudée égalité des chances ?

Il est évident que les enjeux sont ailleurs.

La Guyane, et particulièrement le Maroni, est un territoire qui ne plie pas aux injonctions des frontières, aux délimitations des influences géopolitiques. La pression de l'administration rectorale à scolariser les enfants de plus en plus jeunes, (relayée en cela par les syndicats) est proportionnelle à la pression des populations qui croissent et que l'on ne parvient pas à contrôler.

Personne ne fait mystère que la langue la moins parlée tout au long du Maroni est le français. Celle justement des injonctions et du contrôle et ... de l'école.

Alors, s'il est évident que l'école n'est pas là pour donner aux populations les outils pour prendre elles-mêmes leur destin en main, pour se construire un avenir qui pourrait différer du format prévu, il faut qu'elles perdent toutes références à des modes d'être au monde que l'on a décidé d'éradiquer définitivement, en commençant par la non reconnaissance de ces langues comme vecteurs possibles d'autres savoirs.

Ne plus avoir de refuge, de lieu de repli en cas d'échec. Tel est l'objectif non avoué de la vaste entreprise mise en place par l'éducation nationale.

Jusque là, nombre d'élèves n'ayant pas parcouru le chemin qui devait les mener à abandonner un mode de vie jugé primitif sont revenus dans les villages, y ont fondé leurs familles et ont continué à y vivre. Désormais ceci n'est plus tolérable.

Il faut que les villages se vident et que les élèves viennent, comme en France métropolitaine, rejoindre les villes et enfler les files de demandeurs d'emploi. Qu'ils ne soient plus en mesure de vivre d'autre chose que des miettes versées par la France.

Dans ce qu'il est convenu d'appeler le pays amérindien, la pression s'intensifie.

Pressions, pour scolariser les enfants à partir de 3 ans, exercées sur des enseignants qui se font un devoir d'appliquer les directives.

Suppression de l'antenne collège à Antécume-pata, entraînant l'obligation pour les familles qui souhaitent continuer à scolariser leurs enfants de le faire à Maripa-Soula et à l'internat. Car pour ceux qui essaieraient d'échapper à l'internat gouverné par l'église catholique ou celui d'excellence de 32 places surmonté du logement du prêtre, la suppression de l'aide aux familles d'accueil est un argument décisif.

En effet, pour le bien des ces enfants, ils ne doivent plus être accueillis dans des familles aux mœurs si étranges. La prise en charge par les bonnes sœurs, les chants du dimanche matin, les défilés derrière des oripeaux transportés depuis la France à grands renforts de propagande sont des activités autrement plus saines que celles qui consistent à continuer d'aller aux abattis ou à participer aux tâches quotidiennes de l'entretien d'une habitation familiale.

Car à Maripa-Soula, plus grande commune de France, les voiles peuvent circuler dans les écoles aux côtés du Recteur, du Ministre de l'Education (1 photo), mais ils ne sont pas musulmans, le port de colifichets catholiques dans les écoles ne constitue pas non plus une atteinte à la laïcité. Comme si traversant l'Atlantique, les signes distinctifs de l'église, à condition qu'elle soit catholique et reconnue par le Vatican, ne constituaient plus une atteinte à la laïcité, et que ces signes extérieurs n'alimentaient plus les communautarismes.

Pourquoi soulever ce voile sur cette question ?

La Guyane échappe à la séparation de l'église et de l'état (2), Car en Guyane, les décrets Mandel du 28 mai 1948 permettent que reste en vigueur l'ordonnance royale du 27 août 1828 qui prévoit la reconnaissance du seul culte catholique, avec agrément préfectoral préalable à la nomination des ministres du culte et rétribution de ces

derniers par le budget départemental. Seule l'église catholique bénéficie de ce statut et les 27 prêtres ainsi que l'évêque sont salariés du Conseil Général.

Il est alors moins surprenant qu'elle contribue activement à cimenter, souder l'appartenance des populations à leur nouvelle communauté : celle de l'église catholique et de l'état qui la finance.

Nous ne sommes plus au XVI<sup>e</sup> siècle, les termes ont changé, on ne christianise plus les sauvages, on leur offre l'accession à une véritable et indispensable spiritualité, une ouverture au monde moderne.

Cependant, pour faire taire les mauvais esprits qui prétendent que la laïcité serait mise à mal de la sorte, on construit un internat flambant neuf (1) pour accueillir nos chers petits Amérindiens « labellisé excellence » (3), termes qui auront du mal, ici comme ailleurs, à cacher les échecs que ce type de scolarisation entraîne.

Les murs sans ouvertures, les surfaces dignes des plus belles constructions d'enfermement du XIX<sup>e</sup> qui déjà regroupaient, de par les territoires occupés, tout ce qu'il y avait de petits cerveaux à modeler. De la Nouvelle Calédonie aux territoires des grands nords, peu en ont réchappé. Les faits sont têtus, les pouvoirs tout autant.

La carte scolaire, soigneusement occultée, consolide l'édifice. L'administration ferme le collège d'Antécume-pata sans juger nécessaire d'informer enseignants, familles, encore moins de leur demander leur avis. Mais crée par contre, un poste supplémentaire pour accueillir les moins de 5 ans.

Il ne s'agit pas seulement de retirer toute référence à une culture d'origine, il faut également substituer la culture par celle du pouvoir en place (4).

Il faut donc assimiler. Même si les populations sont réduites, elles n'en constituent pas moins une menace latente qui pourrait se réveiller. Comme si l'unique fait d'exister différemment depuis des siècles démontrait à lui seul que le fonctionnement des « grandes nations civilisatrices » était, lui, un système moribond, mortifère qui ne conduit qu'à la destruction des cultures minoritaires et des ressources de la planète.

Pour parfaire le système, il reste l'anéantissement de la formation des maîtres et le recrutement d'enseignants contractuels, non formés, ignorants des cultures qu'ils vont rencontrer.

Quoi de plus efficace pour former des populations serviles que de recruter des personnels qui ont dû se soumettre eux-mêmes à l'asservissement du travail précaire ?

Quoi de plus efficace pour éradiquer toute autre forme de parler, de pensée, que d'envoyer dans les écoles des personnels qui n'ont aucune connaissance des populations qu'ils vont rencontrer et ne connaissent comme rapport au monde que les rapports marchands, la société de consommation et comme modèle suprême de réussite dans la vie, le travail salarié.

Les différentes activités dans les écoles sont particulièrement éclairantes et affligeantes.

Pères Noël sur leurs traîneaux glissant sur la neige, comprenant parfois des variantes locales qui feignent l'adaptation ou croient sincèrement en faire preuve : les Pères Noël se promènent alors en canot et suspendent les cadeaux aux branches des palmiers. Œufs de Pâques, Fête des mères, anniversaires carnavalesques, kermesse avec inévitable microphone hurlant les remises de prix, les coupes diverses, compétitions et concurrence font rage.

Car il s'agit également d'éradiquer ces comportements qui ne comprennent pas les lois de la concurrence :

- Travailler seul et surtout ne pas aider son camarade de classe ; car à l'école, travailler ensemble, demander à celui qui sait, cela s'appelle de la tricherie. Quand on est élève, on n'explique pas à l'autre ce que l'on a pu comprendre, on le garde jalousement pour soi : on sera le meilleur, on va gagner.

Et puis l'école sera le lieu privilégié du déracinement, « l'arrachage » de ces cultures. Rendre ridicules les restes de culture en les transformant en folklore lors de manifestations publiques, défilés et autres kermesses, mettre à jour l'inéluctable inadéquation, inutilité de ces cultures, toutes vouées à la disparition historique organisée.

La mise en place par le Conseil général d'un « transport scolaire » à Antécume-pata est un exemple tristement cocasse parmi tant d'autres.

Pour les élèves d'Antécume-pata inscrits au collège à Maripa-Soula, le Conseil Général n'assure aucun transport.

Par contre, à Antécume-pata, il a mis en place la ligne 70-1 P(5), qui ne sert qu'à traverser d'une rive à l'autre, quitte à faire le trajet à pied en saison sèche. Ce qui s'est toujours fait en canot, ou à la nage, et faisait partie de l'apprentissage d'une maîtrise de l'environnement doit disparaître et disparaît. Les familles, plus ou moins discrètement obligées de s'inscrire à ce transport payant, finissent par abandonner les petits canots et se trouvent bientôt démunies de cet outil indispensable dans un milieu où l'eau est l'élément principal de la vie quotidienne.

A l'inutile et au ridicule on ajoute le règlement drastique : les horaires plantés devant chacun des carbus, la présentation quotidienne obligatoire de la carte de transport certifiant, photo d'identité normalisée à l'appui, que l'on a bien payé son tribut. Peu importe si les piroguiers et les élèves se connaissent, et savent très exactement qui ils sont, où ils habitent, ce qui importe c'est le conditionnement au contrôle d'identité, à l'exactitude de la pointeuse. D'autres exemples ne manquent pas, l'école en donne pléthore, montre, démontre la petitesse, le manque d'ouverture, l'étroitesse de pensée, la naïveté de ces pensées qui prétendaient régir les rapports en relation avec l'environnement et le passé des ancêtres.

Les mythes fondateurs ne sont plus que des contes, les pouvoirs chamaniques relégués au rang de croyances animistes, voire infantiles, la pharmacopée traditionnelle des remèdes de bonne femme, la Seule Vérité est celle de la Technologie, la Seule Croyance, celle de l'église reconnue par le Vatican et le pouvoir en place, le Seul Véritable comportement civilisé, celui du Salarié Précaire et Consommateur.

Pas une filière ouverte à Maripa Soula (6) n'oriente vers la maîtrise de l'environnement, pas de lycée agricole, pas de filières de la pêche, pas même une filière bois.

Le collège d'excellence et de la réussite (7) se gardera bien de proposer une préparation au C.A.P. de vannerie, de professionnel de toits en waï ou de réparateur de moteurs de pirogue... Pas de formation d'ingénieur en agronomie, ni même en géologie. La connaissance des ressources minières, de leur exploitation est réservée à d'autres et ailleurs.

Les « forum des métiers » sont édifiants. L'armée, la police, les métiers de la sécurité, vantent leurs mérites et battent les records d'affluence. Avec en plus l'inévitable BTP pour construire une Guyane tout béton et tout électrique.

Le sabre et le goupillon réunis : l'éducation à Maripa-Soula, une excellente idée.

« Les internats pour les perturbateurs, réinventer une hiérarchie entre le niveau scolaire et le niveau pénal, lutter contre le cancer de l'absentéisme » (8), autant d'idées qui auront sans doute été inspirées au Président de la République par son Ministre de l'Education Nationale suite à sa visite à Maripa-Soula (1).

Ce texte ne constitue ni un nième appel à la sauvegarde des peuples en voie de disparition, ni même le signe d'une mauvaise conscience à apaiser. Non.

Il entend énoncer ce que prépare une institution qui sert de laboratoire à la destruction de cultures et de l'éducation en général pour tenter, s'il en est encore temps, de l'éviter.

Mars-mai 2010  
Malapi  
Malapi.malapi@gmail.com

Consulter les liens suivants :

1) <http://www.franceguyane.fr/regions/guyane/si-je-n-etais-pas-passe-par-l-internat-je-n-en-serais-pas-la-01-02-2010-49694.php>

2) [http://www.rfi.fr/actufr/articles/050/article\\_4806.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/050/article_4806.asp)  
[http://pagesperso-orange.fr/1905pour tous/crbst\\_52.html](http://pagesperso-orange.fr/1905pour tous/crbst_52.html)

3) Les internats d'excellence ont «vocation à accueillir des élèves issus de milieux modestes ou défavorisés qui ne disposent pas des conditions matérielles favorables leur permettant d'exprimer tout leur potentiel».

[http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article\\_84179.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_84179.asp)  
<http://www.rue89.com/2009/09/02/gros-moyens-pour-l-internat-de-l-excellence-selon-sarkozy?page=3>  
<http://www.rue89.com/2009/06/13/darcos-invente-avec-villiers-lecole-pour-honnete-homme>

4) <http://www.lepoint.fr/actualites-societe/2010-01-21/analyse-a-l-ecole-de-l-excellence/920/0/415676>

5) <http://www.cg973.fr/Les-lignes-de-transport>

6) - CAP : Employé Technique de collectivité  
- CAP : Maintenance de bâtiments de collectivité  
- Seconde GT : Informatique de gestion et de communication

Source : Brochure onisep.fr Guide après la 3<sup>ème</sup>

7) <http://rom143.over-blog.com/>

8) <http://rom143.over-blog.com/ext/http://atelier.relais.maripasoula.over-blog.com/>

France Guyane 26 mai 2010

<http://www.lcpan.fr/Sarkozy-a-Beauvais-sur-le-theme-de-04109.html>